

**Accord professionnel**

**PARTICIPATION DES SALARIÉS  
AUX NÉGOCIATIONS NATIONALES  
DANS L'ÉDITION PHONOGRAPHIQUE**

ACCORD DU 13 AVRIL 2005

RELATIF AUX MODALITÉS DE PARTICIPATION  
DES SALARIÉS AUX NÉGOCIATIONS NATIONALES  
NOR : ASET0550808M

Entre :

Le syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) ;

L'union des producteurs phonographiques français indépendants (UPFI),

D'une part, et

La confédération française démocratie du travail (CFDT), FCC-CFDT ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), fédération de la communication ;

La confédération générale du travail, Force ouvrière (CGT-FO), fédération des employés et cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Dans le cadre des négociations de la convention collective nationale de l'édition phonographique, les parties sont convenues des modalités d'indemnisation des représentants des salariés selon les conditions suivantes :

- le nombre de délégués pris en charge au titre de leur participation aux négociations collectives est fixé à 2 par organisation syndicale représentative au plan national ;
- par organisation syndicale au sein du présent accord, il faut entendre l'organisation regroupant sous son nom l'ensemble des fédérations et syndicats existants dans la branche, directement ou par affiliation : lorsqu'il est envisagé un nombre de sièges, ce nombre s'entend donc par organisation syndicale représentative au plan national et non par fédération ou syndicat directement rattachés ou affiliés à ces organisations.

**1. Droit d'absence**

Est considéré comme temps d'absence autorisé ne faisant l'objet d'aucune retenue de salaire, le temps passé par les salariés des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective et dûment mandatés par

leurs organisations syndicales pour participer aux réunions paritaires des négociations nationales et pour préparer ces réunions dans la limite de 4 heures par réunion de négociation, si nécessaire.

Ce temps comprend également le temps de trajet.

Ce temps d'absence sera considéré, à hauteur de la durée habituelle du travail du salarié concerné au sein de son entreprise, comme du temps de travail effectif.

Les salariés concernés sont tenus d'informer leur employeur au moins 72 heures avant leur départ et de présenter un justificatif de leur convocation. Dans l'hypothèse où la convocation aux réunions paritaires de négociations nationales est communiquée moins de 72 heures avant la tenue de la réunion, les salariés concernés informent l'employeur et lui communiquent sans délai le justificatif de convocation.

Pas plus de 3 salariés dans une entreprise de moins de 100 salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective ne pourront s'absenter simultanément à ce titre.

## 2. Indemnisation des frais

Les frais de déplacement sont à la charge des organisations d'employeurs signataires de la présente convention selon les modalités suivantes :

- Les frais de déplacement sont indemnisés sur les bases suivantes :
  - les transports sont remboursés sur présentation d'un justificatif, d'une part, pour les déplacements en train, selon le tarif SNCF 2<sup>e</sup> classe suppléments inclus et, d'autre part, pour les déplacements en voiture, selon le barème en vigueur dans l'entreprise qui emploie le salarié concerné ou, à défaut, les barèmes fiscaux ;
- Les frais de nourriture et d'hébergement sont remboursés comme suit :
  - dans le cas où la réunion n'imposerait pas un découcher : 6 minimums garantis ;
  - dans le cas où la réunion imposerait un découcher : l'indemnité de repas sera de 6 minimums garantis et celle du découcher sera de 18 minimums garantis.

Pour les salariés des entreprises entrant dans le champ de la convention collective nationale de l'édition phonographique, la rémunération sera maintenue pendant le temps d'absence et pour le nombre de salariés définis ci-dessus.

Fait à Paris, le 13 avril 2005.

(Suivent les signatures.)